



Conseil économique et social

Distr. limitée
15 mai 2020
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2020

29 juin-2 juillet 2020

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire*

Descriptif de programme de pays

Éthiopie

Résumé

Le présent descriptif de programme de pays pour l'Éthiopie est soumis au Conseil d'administration pour examen et adoption selon la procédure d'approbation tacite lors de la présente session. Le descriptif de programme de pays inclut une proposition de budget indicatif global pour la période allant de juillet 2020 à juin 2025, soit un montant de 182 815 000 dollars à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 416 118 273 dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement des contributions à des fins spéciales.

* E/ICEF/2020/6.



Fondements du programme

1. L'Éthiopie progresse dans la réalisation des objectifs de développement durable et le revenu par habitant est passé de 130 à 790 dollars entre 2000 et 2018¹. Cependant, le pays est classé au 173^e rang sur 189 pays pour l'indice de développement humain² et selon les projections actuelles, la pandémie de COVID-19 risque de faire perdre jusqu'à 7 points de croissance à l'économie éthiopienne.

2. En 2020, la population devrait atteindre 115 millions d'habitants, dont 49 % de moins de 18 ans³. D'ici 2030, elle devrait atteindre 145 millions, tandis que la population urbaine passera de 21 % à 31 % d'ici 2037⁴. Pour tirer parti du dividende démographique, il est essentiel que les jeunes aient accès à une éducation et une formation professionnelle de qualité et pertinentes leur donnant accès à l'emploi productif.

3. Bien que la pauvreté monétaire ait diminué de moitié entre 1995 et 2015 pour s'établir à 24 %⁵, 32 % des enfants continuaient à vivre dans la pauvreté en 2015-2016⁶. La réalisation des objectifs de développement durable relatifs à l'enfance nécessite un investissement de 230 dollars par habitant et par an d'ici 2030, soit un montant bien plus élevé que l'investissement de 40 dollars estimé en 2018⁷.

4. Le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives couvre six régions d'Éthiopie et fournit à 8 millions de ruraux en situation d'insécurité alimentaire chronique de la nourriture, de l'argent ou un emploi dans les travaux publics. Un projet analogue (Urban Productive Safety Net Project) couvre en outre 600 000 ménages démunis dans 11 villes, ainsi que les enfants vivant dans la rue. Entre autres mécanismes de protection sociale, on peut citer le programme pilote de protection sociale intégrée ainsi que les subventions pour la santé publique et l'éducation.

5. Pour ce qui est du bien-être des enfants, les indicateurs présentent de grandes variations entre zones urbaines et rurales et selon les régions, les quintiles de richesse et le niveau d'éducation des mères. Quatre-vingt-quatorze pour cent des enfants des zones rurales et 42 % des enfants des zones urbaines (soit 88 % du total des enfants) vivent dans une pauvreté multidimensionnelle⁸. Bien que dans l'ensemble, les politiques et les stratégies soient favorables aux pauvres, il existe des obstacles structurels à la réduction des disparités, liés à l'offre et à la demande, à l'environnement et au climat. Parmi les autres obstacles, on peut citer les inégalités de genre et les situations de crise humanitaire fréquentes et à grande échelle.

6. L'accent mis sur l'accès équitable et la qualité dans le Plan de transformation du secteur de la santé a permis d'accroître la couverture des interventions à fort impact et de réduire les disparités régionales en matière d'accès aux soins et de qualité de la prise en charge. Entre 2005 et 2016, les taux de mortalité infantile et postinfantile ont

¹ Banque mondiale, Ethiopia Country Overview, 2019.

² Programme des Nations Unies pour le développement, Indices et indicateurs de développement humain : mise à jour statistique de 2018.

³ Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, World Population Prospects : 2019, données personnalisées tirées du site Web.

⁴ Bureau central de statistique (Éthiopie), Population Projections of Ethiopia, médiane 2007, 2013.

⁵ Bureau central de statistique, Enquête sur les revenus et les dépenses de consommation des ménages, 2015-2016.

⁶ Groupe de la Banque mondiale et UNICEF, « Ending Extreme Poverty: A focus on children », note de synthèse, 2016.

⁷ UNICEF Éthiopie, Financing the Child Centred Sustainable Development Goals (SDGs) in Ethiopia, 2019.

⁸ Bureau central de statistique et UNICEF, Multidimensional Child Deprivation in Ethiopia, 2018.

considérablement diminué pour s'établir respectivement à 43 et 55 décès pour 1 000 naissances vivantes, mais la mortalité néonatale n'a que peu régressé (28 décès pour 1 000 naissances vivantes) et la mortalité maternelle reste très élevée. En 2016, les trois quarts des femmes enceintes ont effectué au moins une visite de soins prénataux et près de la moitié des accouchements ont été effectués par des agents de santé qualifiés, ce qui pourrait réduire la mortalité néonatale et maternelle si la qualité des soins s'améliore également⁹.

7. Environ 1,7 million d'enfants de moins de 1 an (57 %) ne sont pas entièrement vaccinés contre les maladies évitables prioritaires¹⁰, la situation étant très contrastée entre zones urbaines et zones rurales et entre les différentes régions. Les obstacles sont principalement des lacunes dans le système de distribution, un encadrement et une gestion des approvisionnements insuffisants et une faible demande de la part des parents et des pourvoyeurs de soins.

8. La prévalence du retard de croissance et de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans a diminué, mais la situation reste préoccupante, les taux s'établissant respectivement à 37 % et 7 % en 2016. Les carences en oligoéléments s'aggravent. Le taux d'anémie chez les femmes d'âge fertile est passé de 17 % en 2011 à 24 % en 2019. Cinquante-sept pour cent des enfants de 6 à 59 mois sont anémiques ; les taux les plus élevés (68 %) sont constatés dans le quintile de richesse le plus bas et dans la région Sumale (83 %). Le taux de supplémentation en vitamine A est faible, à 47 % dans l'ensemble, et bien en dessous de 40 % dans la région Afar, chez les enfants des mères les plus jeunes et dans le quintile de richesse le plus bas. Cinquante-neuf pour cent des nourrissons sont exclusivement allaités au sein pendant six mois ; seuls 12 % ont un régime alimentaire diversifié, soit le taux le plus bas en Afrique orientale et australe¹¹.

9. De grands progrès ont été réalisés au cours de la dernière décennie en matière d'accès à des sources d'eau améliorées. Cependant, en 2016, seuls 11 % des Éthiopiens (38 % en milieu urbain, 5 % en milieu rural) utilisaient une eau potable gérée de manière sûre. Vingt et un pour cent des ménages du quintile supérieur de richesse et 5 % de ceux du quintile inférieur de richesse disposent, conformément à la nouvelle norme des objectifs de développement durable, d'une installation sanitaire améliorée, non partagée par un autre ménage, et avec une évacuation sûre des excréments. Le nombre de personnes pratiquant la défécation à l'air libre a fortement diminué, passant de 79 % en 2000 à 22 % (environ 22 millions de personnes) en 2017. Vingt-trois pour cent de la population urbaine et 4 % de la population rurale disposent d'eau et de savon pour se laver les mains à leur domicile, soit une moyenne de 8 % au niveau national¹².

10. La population d'âge scolaire est de plus de 26 millions d'enfants inscrits dans environ 40 000 écoles¹³. En 2018/2019, plus de 20 millions d'élèves étaient inscrits dans l'enseignement primaire (de la première à la huitième année), soit une augmentation de plus de 5 millions d'élèves sur une décennie. Notamment, le taux

⁹ Bureau central de statistique (Éthiopie) et Programme d'enquêtes démographiques et de santé/ICF, Ethiopia Demographic and Health Survey 2016, 2017.

¹⁰ Institut éthiopien de santé publique, Ministère fédéral de la santé et Programme d'enquêtes démographiques et de santé/ICF, Ethiopia Mini Demographic and Health Survey 2019: Key Indicators, 2019.

¹¹ Bureau central de statistique (Éthiopie) et Programme d'enquêtes démographiques et de santé/ICF, Ethiopia Demographic and Health Survey 2016 ; et EPHI, Ministère fédéral de la santé et Programme d'enquêtes démographiques et de santé/ICF, Ethiopia Mini Demographic and Health Survey 2019 Key Indicators, 2019.

¹² UNICEF et OMS, Progress on household drinking water sanitation and hygiene, 2000-2017, 2019.

¹³ Ministère de l'éducation, Education Statistics Annual Abstract, 2018/19.

brut d'inscription dans l'éducation préscolaire atteint 41 %, contre 22 % en 2011-2012¹⁴.

11. Malgré les progrès considérables réalisés en vue de l'inscription de tous les enfants à l'école primaire, des écarts et des disparités subsistent. En 2018, environ 2,6 millions d'enfants âgés de 7 à 14 ans n'étaient pas scolarisés (dont 54 % de filles)¹⁵. Les taux d'abandon et de faible fréquentation scolaire sont considérablement plus élevés pour les filles et dans les régions où les communautés pastorales et agricoles rurales sont plus importantes. La parité des genres dans l'enseignement primaire est de 0,90 au niveau national (alors qu'elle atteignait 0,92 en 2013-2014), et varie de 0,80 dans la région Sumale à 1,15 à Addis-Abeba¹⁶. Parmi les défis qui restent à relever, on peut citer la réussite de la scolarité aux niveaux primaire et secondaire, la qualité de l'apprentissage et l'acquisition de connaissances et de compétences utiles pour l'emploi et l'engagement civique, et l'accès à l'éducation pour les enfants en déplacement, en particulier dans les zones rurales.

12. Les défis à relever en matière de protection de l'enfance concernent la violence, l'exploitation et les sévices infligés aux enfants, les mariages d'enfants, les mutilations génitales féminines, le travail des enfants et le taux très faible d'enregistrement des naissances. Les enfants en déplacement – qu'ils soient réfugiés, migrants de retour dans leur pays ou déplacés à l'intérieur de leur pays – sont plus exposés à la violence et à l'exploitation. Quinze millions de femmes ont été mariées alors qu'elles étaient enfants ; 40 % des femmes âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans, bien que ce taux soit en baisse. Plus de 24 millions de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans (soit 65 %) ont subi une mutilation génitale. Parmi les femmes âgées de 15 à 49 ans, 26 % ont déclaré avoir subi des violences sexuelles ou d'autres violences physiques¹⁷.

13. Le programme de pays s'appuie sur une évaluation du programme de pays, un examen axé sur l'égalité des genres, une étude de perception des partenaires, une analyse de la situation et une analyse commune de pays établie par l'ONU. Il importe de retenir qu'il est possible d'optimiser les ressources et d'améliorer l'efficacité en privilégiant une programmation intégrée et multisectorielle regroupant les divers partenaires. Ce principe est valable pour le développement et les contextes humanitaires et favorise le renforcement des capacités et l'avènement d'un changement social qui soit holistique, durable et facteur de résilience.

14. En outre, malgré les progrès considérables qui ont été accomplis, la stagnation, voire la détérioration de certains indicateurs montrent qu'il faut mieux délimiter le programme du pays, investir dans des résultats évolutifs, tirer parti de partenariats plus larges et appliquer une combinaison de stratégies.

Priorités du programme et partenariats

15. L'objectif du programme de pays consiste à aider l'Éthiopie à honorer ses engagements à respecter, protéger et garantir les droits des enfants, conformément au programme de réforme économique national et à d'autres programmes, politiques et plans nationaux¹⁸, à la Convention relative aux droits de l'enfant, à la Charte africaine

¹⁴ Ministère de l'éducation, Education Statistics Annual Abstract 2018/19 et 2011/12. Secteur public et privé compris.

¹⁵ UNICEF Éthiopie, National Situation Analysis of Children and Women in Ethiopia, 2019.

¹⁶ Ministère de l'éducation, ESAA 2018/19.

¹⁷ Bureau central de statistique et Programme d'enquêtes démographiques et de santé/ICF, Ethiopia Demographic and Health Survey 2016, 2017.

¹⁸ Un plan décennal a été élaboré en 2019 et devrait être lancé en 2020.

des droits et du bien-être de l'enfant, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et aux objectifs de développement durable.

16. Le programme de pays est parfaitement en phase avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable ; les contributions de l'UNICEF sont fondées sur une analyse de ses avantages comparatifs. Le programme respecte les droits de l'enfant et les principes d'équité, d'égalité des genres, de transformation, d'inclusion et de durabilité. L'UNICEF appliquera des stratégies et des innovations intégrées fondées sur des données factuelles. La vision du changement est que toutes les filles et tous les garçons d'Éthiopie, en particulier celles et ceux qui sont handicapés, qui subissent de multiples privations ou qui se trouvent dans des situations de crise humanitaire, obtiennent un meilleur accès à des services de qualité, dans des conditions d'équité, ce qui permettra à l'Éthiopie de progresser véritablement dans la réalisation des objectifs de développement durable liés aux enfants.

17. Pour donner corps à cette vision, l'UNICEF s'appuiera sur six théories du changement dans les domaines suivants : protection de l'enfance ; santé ; apprentissage et développement ; nutrition ; politique sociale, évaluation et recherche ; eau, assainissement et hygiène. Ces théories ont permis de recenser les différents obstacles et de mettre en avant des voies de changement qui tiennent compte des risques, intègrent de nouvelles possibilités et s'adaptent aux zones urbaines et rurales, aux différents contextes régionaux et sous-régionaux et aux situations de crise humanitaire.

18. Le programme de pays appliquera des stratégies multisectorielles, notamment :

a) Quatre résultats phares qui renforceront l'intégration du programme : mettre fin au mariage des enfants ; éliminer la défécation à l'air libre ; mettre un terme au retard de croissance ; permettre à chaque enfant d'accéder à des possibilités d'apprentissage ;

b) Une stratégie de communication pour le changement social et comportemental qui cible les causes interdépendantes des croyances et pratiques néfastes et mobilise les communautés ;

c) Les contributions de tous les programmes au développement du jeune enfant ;

d) Un investissement accru dans les adolescents et les jeunes en vue de leur autonomisation, de leur participation et de l'amélioration des possibilités et des compétences en matière de citoyenneté active et de cohésion sociale, notamment dans le cadre du partenariat « Génération sans limites » ;

e) Le recensement et la facilitation des meilleures pratiques des communautés de pratique mondiales, y compris la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et la coopération avec la Commission économique pour l'Afrique et l'Union africaine.

19. Le programme de pays apportera les changements stratégiques recommandés dans les évaluations et les examens :

a) Une collaboration dans les domaines de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix ;

b) Une programmation porteuse de transformations en matière de genre dans le cadre du Plan d'action 2018-2021 de l'UNICEF pour l'égalité des sexes ;

- c) Une prise en compte des enfants en déplacement, des réfugiés vulnérables, des rapatriés, des personnes déplacées et des enfants victimes de la traite ;
- d) Une stratégie de communication, de sensibilisation du public et d'incarnation audacieuse qui positionne l'UNICEF comme l'un des principaux intervenants dans l'action en faveur des enfants ;
- e) Un investissement accru dans le renforcement du système public et en faveur de résultats plus ciblés et à fort impact.

Santé

20. Le programme de santé soutiendra les institutions nationales afin de combler les lacunes en matière d'offre, d'information, de conseil et de supervision au sein du système de santé publique, de remédier aux iniquités en matière d'accès et d'utilisation des services de santé et d'améliorer la qualité des services de santé. Les résultats au niveau des produits concernent le dimensionnement du système de santé, l'amélioration de l'accès aux établissements de santé primaires et aux établissements de référence et l'amélioration de la qualité des soins, ainsi que le renforcement de la communication et de l'utilisation des plateformes communautaires. Les stratégies de renforcement des systèmes de santé comprennent l'assistance technique, la production de données probantes, la sensibilisation et le développement des capacités en matière de politiques, de planification, de gestion de l'information, de budgétisation centrée sur l'enfant et axée sur l'équité, et de mise en œuvre intégrée des actions de santé maternelle, néonatale et infantile. Les approches de développement des capacités seront coordonnées à l'échelle de l'ensemble des programmes de l'UNICEF. Le renforcement du système vise à améliorer la résilience aux catastrophes ; l'UNICEF interviendra également en cas d'épidémie ou pour répondre à d'autres besoins humanitaires.

21. Pour améliorer l'accès aux services de santé primaires et aux centres de santé de référence, augmenter la qualité, favoriser le recours à ces établissements et renforcer leur responsabilité, il convient de renforcer le Programme de vulgarisation sanitaire afin de fournir aux bénéficiaires des services fiables, résilients et de qualité, notamment aux enfants et aux femmes difficiles à atteindre dans les situations de crise. Des tableaux de bord automatisés, des feuilles de résultats et des mécanismes d'alerte et de retour d'information permettront de renforcer le suivi et la responsabilité. L'UNICEF plaidera pour une augmentation du financement national des biens de santé destinés aux enfants et du régime d'assurance maladie communautaire, afin de garantir une couverture universelle.

22. Une stratégie de communication multisectorielle pour le changement social et comportemental sera mise en œuvre avec les parties prenantes du Programme de vulgarisation sanitaire, de manière à exercer une influence positive sur les normes et pratiques relatives à l'utilisation des services de santé par les enfants et les femmes.

23. Les partenaires du développement et de l'aide humanitaire sont l'État éthiopien, des organisations bilatérales et multilatérales, des fondations, la société civile, le secteur privé, les universités, les instituts de recherche et les médias.

Nutrition

24. Le programme de nutrition s'attaquera aux obstacles, du côté de l'offre et de la demande, qui empêchent de garantir la portée, l'équité et la qualité des interventions spécifiques à la nutrition et qui en tiennent compte. Les produits prévus porteront notamment sur la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë, l'amélioration de l'accès aux services et à une nutrition adéquate, la hausse de la demande en la matière et la réduction des carences en oligoéléments. Le programme mettra en place

des services de nutrition mieux coordonnés reposant sur une utilisation et une analyse plus efficaces des données, et renforcera également la résilience des systèmes et des communautés dans les situations d'insécurité alimentaire et hydrique chronique et dans les situations de crise humanitaire.

25. Il sera essentiel de développer les capacités pour renforcer le recours aux services de nutrition, leur coordination et leur fonctionnement dans le cadre d'une politique nutritionnelle résolue. Il est reconnu, aussi bien dans la Déclaration de Seqota du Gouvernement que dans la politique nationale alimentaire et nutritionnelle ou dans le résultat phare de l'UNICEF « Mettre un terme au retard de croissance », qu'il est nécessaire d'agir dans de multiples secteurs pour lutter contre les causes interdépendantes de la sous-alimentation. Une stratégie de communication multisectorielle pour le changement social et comportemental visant à modifier les normes et pratiques sociales néfastes a été élaborée.

26. Le programme investira dans le système d'information sanitaire des districts, améliorera et développera le système unifié d'informations nutritionnelles et mènera des recherches et des évaluations pour une planification, un suivi et une prise de décision efficaces.

27. Le renforcement de la prestation de services, notamment grâce à la formation initiale et continue, permettra d'accroître la couverture et la fiabilité du dépistage, du conseil, de l'orientation et du traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë. Des données factuelles seront utilisées pour encourager une supplémentation accrue en oligoéléments dans les services de santé ordinaires destinés aux jeunes enfants, aux adolescents et aux femmes en âge de procréer. Les activités de sensibilisation et les partenariats, y compris avec le secteur privé, contribueront à améliorer la disponibilité tout au long de l'année d'aliments complémentaires diversifiés, ainsi qu'à développer l'utilisation d'aliments enrichis et la fourniture d'un soutien tenant compte de la nutrition aux jeunes enfants et aux femmes enceintes.

28. Les partenaires de développement et les partenaires humanitaires du programme de nutrition sont l'État éthiopien, les organisations bilatérales et multilatérales, y compris des organismes des Nations Unies, des fondations, la société civile, les instituts de recherche et les médias, ainsi que le secteur privé.

Eau, assainissement et hygiène

29. Le programme Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH) s'attaquera aux obstacles entravant l'accès à l'eau potable, à l'assainissement de base et aux bonnes pratiques d'hygiène. Les résultats concernant les produits sont liés au renforcement du système et à la coordination du secteur pour éliminer la défécation à l'air libre et améliorer les pratiques d'hygiène, ainsi qu'à un meilleur accès à des installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène inclusives dans les zones rurales et urbaines.

30. Les résultats obtenus concernant ces produits viendront appuyer la coordination du secteur de l'action humanitaire et du programme national One WASH, qui sont parfaitement en phase, notamment pour ce qui est des systèmes et des infrastructures qui résistent au changement climatique et du résultat phare « Éliminer la défécation à l'air libre ». Les stratégies de développement des systèmes et des capacités articuleront objectifs de développement, objectifs humanitaires et objectifs de cohésion sociale en mettant l'accent sur l'équité et la responsabilité dans l'appropriation locale.

31. Des activités de renforcement des capacités seront mises en place pour une gestion et une maintenance professionnelles et efficaces des services ruraux et urbains, en vue de surmonter les obstacles à la responsabilité et à la durabilité et de

répondre aux besoins des populations d'accueil, des réfugiés et des autres populations. Dans les zones rurales, cette stratégie passera également par l'approche de l'assainissement total, qui englobe les communautés, les écoles et les établissements de santé. L'UNICEF cherchera aussi à nouer des partenariats solides avec le secteur privé pour la commercialisation des produits d'assainissement, en liaison avec les programmes de protection sociale fondés sur des activités productives.

32. La stratégie intégrée de communication multisectorielle pour le changement social et comportemental favorisera l'arrêt de la défécation en plein air, les bonnes pratiques de lavage des mains, l'hygiène et la santé menstruelles, l'hygiène des nourrissons et l'entretien des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles, les établissements de santé et les maisons.

33. Les partenaires de développement et les partenaires humanitaires sont l'État éthiopien, des partenaires bilatéraux, des organisations multilatérales, notamment des organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales, la société civile, les instituts de recherche, les médias et le secteur privé.

Apprentissage et développement

34. Ce volet du programme s'attaquera à sept obstacles à l'apprentissage et au développement des enfants : un état de préparation à l'école souvent insuffisant ; les perturbations de l'apprentissage dues aux crises humanitaires ; des lacunes dans la législation, les budgets et la gestion de l'information ; la piètre qualité de l'éducation et son manque de pertinence ; les obstacles multisectoriels tels que la médiocrité des infrastructures scolaires (y compris les installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène) ; les comportements sociaux et les normes de genre défavorables ; et les insuffisances des données factuelles. Les produits concernent l'amélioration de l'accès à l'enseignement préprimaire et aux premières années de l'enseignement primaire, la réduction du nombre et du pourcentage d'enfants non scolarisés, notamment par la mise en place de parcours d'apprentissage alternatifs, l'amélioration du programme d'enseignement primaire et le renforcement du système.

35. Le programme assurera une coordination intersectorielle pour atteindre le résultat phare « Permettre à chaque enfant d'accéder à des possibilités d'apprentissage » afin de surmonter les obstacles liés à l'offre et à la demande au niveau des établissements, des communautés et des familles. L'accent sera mis sur la réduction des inégalités de genre en ce qui concerne la scolarisation, le passage d'une classe à l'autre et la poursuite de l'enseignement secondaire ou de la formation professionnelle jusqu'à son terme.

36. Les stratégies de sensibilisation, de production de données factuelles et d'assistance technique permettront d'augmenter le financement et de multiplier les mesures en faveur de l'enseignement préprimaire, d'appuyer l'élaboration et la promulgation d'une législation garantissant un accès équitable à l'éducation, de soutenir la réforme du programme d'enseignement général, y compris en ce qui concerne la formation professionnelle, et de fournir des informations à l'appui des politiques et des stratégies visant à réduire le nombre de filles et de garçons non scolarisés. Des sites pilote fourniront des pistes concrètes pour une éducation de la petite enfance évolutive et de qualité et pour des voies alternatives d'éducation et d'acquisition de compétences pour les enfants non scolarisés, en particulier les adolescents, les enfants en déplacement, les enfants en situation de handicap et les filles. Le renforcement des capacités des enseignantes et des enseignants est essentiel, y compris pour ceux des centres d'éducation de base alternatifs et ceux qui sont confrontés à des situations d'urgence.

37. Les partenaires de développement et les partenaires humanitaires sont l'État éthiopien, des partenaires bilatéraux, des organismes des Nations Unies, la société civile, les instituts de recherche et les médias, le secteur privé et des fonds mondiaux pour l'éducation.

Protection de l'enfance

38. Le programme de protection de l'enfance aura pour objectif de s'attaquer aux problèmes que posent : l'insuffisance de la coordination, de l'application du principe de responsabilité et des capacités du personnel des services sociaux travaillant avec les enfants ; les faibles taux d'enregistrement des naissances et la prévalence de normes et de pratiques néfastes, et tout particulièrement de la violence contre les enfants, des mariages d'enfants et des mutilations génitales féminines. Les résultats relatifs aux produits concernent : le renforcement du système de protection de l'enfance aux fins de la prévention et de l'intervention face aux pratiques néfastes ; le développement des capacités des enfants, des familles et des autres titulaires de devoirs ; le renforcement des capacités d'enregistrement des naissances dans le cadre du système d'état civil.

39. Les moyens prévus pour renforcer les systèmes de protection de l'enfance comprennent notamment : le développement des capacités des services de protection et de gestion de l'information ; le renforcement des effectifs des services sociaux ; le renforcement de la coordination et de l'application du principe de responsabilité, y compris la zone de responsabilité humanitaire ; la sensibilisation au relèvement de l'âge minimum de la responsabilité pénale ; l'amélioration de l'accès des enfants à une justice spécialisée, y compris le recours à des moyens extra-judiciaires.

40. Les moyens prévus pour renverser les normes et pratiques sociales néfastes comprennent notamment : la coordination d'une approche multisectorielle visant à atteindre le résultat principal consistant à mettre fin au mariage des enfants ; la promotion de la mise en œuvre de la Feuille de route nationale chiffrée pour mettre fin au mariage des enfants, aux mutilations génitales féminines et à l'excision (2020-2024) ; une éducation couvrant les compétences de la vie courante pour les adolescentes, qu'elles soient scolarisées ou non ; des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de prévenir les pratiques néfastes et la violence, de faire en sorte que les personnes sollicitent de l'aide, de promouvoir l'égalité des genres et la mesure des changements produits dans les normes et comportements sociaux.

41. S'agissant de surmonter les problèmes qui empêchent d'accroître l'enregistrement des naissances, les approches consisteront à : fournir un soutien technique à la mise en œuvre d'un plan stratégique chiffré ; collaborer étroitement avec le Gouvernement en vue d'augmenter l'enregistrement des naissances ; susciter l'intérêt pour les données factuelles ; étudier les utilisations de la technologie ; augmenter la qualité et la fréquence de la collecte, de l'analyse et de l'utilisation des données de routine.

42. Les principaux partenaires du programme en matière de développement et d'aide humanitaire seront le Gouvernement, les institutions multilatérales, notamment les organismes des Nations Unies, la société civile, les partenaires bilatéraux, le secteur privé, le milieu universitaire et les institutions de recherche et les médias.

Politique sociale, évaluations et recherche

43. En ce qui concerne la politique sociale, les évaluations et la recherche, le programme visera à surmonter les obstacles à l'élaboration de politiques et de budgets optimaux plaçant les enfants au centre et à la réduction de la pauvreté

multidimensionnelle des enfants, ainsi que les problèmes entravant la réalisation générale des droits de l'enfant et de l'égalité des genres. Les résultats escomptés concernent : la collecte, l'analyse et l'utilisation des données ; le renforcement du système de protection sociale ; le renforcement des capacités du Gouvernement en matière de budgétisation et des capacités du Gouvernement et de la société civile en matière de suivi et de rapports sur les droits de l'enfant et l'égalité des genres. Le programme couvrira la coordination des évaluations de l'UNICEF, des initiatives de production de données probantes et des activités de plaidoyer en faveur de l'adoption de certaines politiques, d'allocations budgétaires spécifiques, des droits de l'enfant et de l'égalité des genres.

44. L'une des stratégies centrales consistera à renforcer la capacité des parties prenantes à prendre des décisions fondées sur des données factuelles afin de réduire les inégalités et d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable en faveur des enfants. Les actions de plaidoyer et l'appui technique viseront à accroître les dépenses publiques visant à favoriser un accès plus équitable et plus inclusif aux services sociaux, notamment au Programme de protection sociale fondé sur des activités productives et au projet urbain de protection sociale fondé sur des activités productives et leurs adaptations pour les enfants.

45. Dans le cadre du programme, un soutien sera apporté aux approches participatives et transformatives en matière de genre et au renforcement de la capacité des responsables à comprendre, à s'engager, à surveiller et à prendre des mesures afin que l'Éthiopie se conforme aux instruments internationaux des droits de l'homme qu'elle a ratifiés.

46. Les principaux partenaires sont : le Gouvernement, les entités indépendantes de défense des droits de l'homme, les organisations bilatérales et multilatérales, notamment les institutions financières internationales et les autres membres du groupe de travail sur la protection sociale, ainsi que la société civile et les organisations politique et les organismes de recherche et d'évaluation.

Tableau récapitulatif du budget^a

<i>Composante du programme</i>	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Total</i>
Santé	31 203	70 062	101 265
Nutrition	16 403	87 062	103 465
Eau, assainissement et hygiène	25 326	86 224	111 550
Apprentissage et développement	22 730	67 418	90 148
Protection de l'enfance	31 240	46 612	77 852
Politique sociale, évaluations et recherche	18 862	33 289	52 151
Efficacité du programme	37 051	25 451	62 502
Total	182 815	416 118	598 933

^a Un montant d'environ 300 millions de dollars attendu en autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) n'a pas été inclus dans ce tableau.

Administration du programme et gestion des risques

47. Le présent document résume les contributions de l'UNICEF aux plans et programmes nationaux, notamment à la réalisation des objectifs de développement

durable en faveur des enfants en Éthiopie. Il constitue le premier outil de reddition de comptes au Conseil d'administration concernant l'alignement des résultats et les ressources attribuées au programme. Les responsabilités des coordonnateurs aux niveaux national, régional et au siège s'agissant des programmes de pays sont énoncées dans le programme de l'organisation ainsi que dans les politiques et procédures opérationnelles.

48. Le programme de pays tient compte des risques et comprend des mesures de contrôle interne et d'atténuation qui couvrent les risques opérationnels et programmatiques. Les risques seront réévalués chaque année et un plan de réduction des risques sera mis en œuvre. Les mesures d'atténuation prévues combinent le renforcement des capacités au suivi, à la surveillance et à des mesures correctrices. Les principaux risques externes sont l'insécurité, les tensions et les catastrophes naturelles dues aux changements climatiques, les déplacements internes et les flux de réfugiés. Les mesures d'atténuation comprennent le renforcement des dispositifs d'alerte précoce, de la préparation et de la résilience des systèmes publics et des communautés, ainsi qu'un appui continu à la coordination de l'action humanitaire et aux interventions. L'impact de la COVID-19 pourrait obliger l'UNICEF à réajuster ses stratégies de programmation.

49. Les risques liés au manque de ressources sont traités dans le cadre d'une stratégie de mobilisation des ressources auprès de sources bilatérales et multilatérales, notamment les fonds de financement communs. Les risques liés à la gestion et à la responsabilité des transferts de fonds et de matériel sont atténués par la politique harmonisée concernant les transferts de fonds. Les risques liés aux faibles capacités du secteur privé pour ce qui est de la fourniture de services et de matériel sont atténués par des mécanismes de surveillance précis et une utilisation sélective du système mondial de l'UNICEF. Les risques d'exploitation et d'abus sexuels sont atténués par la mise en œuvre d'un plan annuel de prévention et d'intervention à l'intention du personnel et des partenaires.

Suivi et évaluation

50. Le cadre de résultats et d'allocation des ressources contient des indicateurs spécifiques et mesurables, avec des niveaux de référence et des objectifs ventilés par âge et par genre, le cas échéant. Les niveaux cibles sont fixés aux niveaux régional et national. La plupart des indicateurs sont identiques à ceux des objectifs de développement durable, du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021 et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Les objectifs humanitaires sont provisoires et leurs indicateurs tirés des Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire. Les capacités des systèmes de suivi nationaux et infranationaux seront renforcées, et le recours à l'utilisation des technologies en temps réel sera accru.

51. L'UNICEF travaillera en collaboration avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable à élaborer une stratégie commune visant à renforcer les systèmes nationaux de collecte, d'analyse, de suivi et d'ajustement des données afin de promouvoir l'équité au moyen du système MoRES (Système de suivi des résultats pour l'équité). Des données factuelles seront utilisées pour suivre la situation des enfants, en évaluant les progrès réalisés vers l'équité et leur échelle, et pour servir de fondement aux activités de plaidoyer visant à ajuster les politiques, les stratégies et les budgets. Le suivi et les mesures correctrices seront pris en charge par le personnel de l'UNICEF, les partenaires, ainsi que dans le cadre d'un suivi par des tiers et par des mécanismes de remontée d'information des populations et de responsabilité à l'égard des populations touchées. Des évaluations à grande

échelle du programme par rapport aux résultats principaux, un programme pilote de protection sociale intégré et la programmation de l'action humanitaire et du développement ont été planifiées et budgétisées.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

Programme de coopération entre l'Éthiopie et l'UNICEF, juillet 2020-juin 2025

Convention relative aux droits de l'enfant : articles 1 à 9, 12 à 13, 15, 19, 22 à 24, 25 à 29, 34, 36, 40 et 42 à 45 Priorités nationales : programme de réforme économique national ; Plan décennal (en cours d'élaboration) Objectifs de développement durable : 1.2, 1.5, 1.8, 3.1, 3.2, 3.3, 3.7, 4.1, 4.2, 4.6, 5.3, 6.1, 6.2, 6.3, 16.2, 16.9							
Réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir des contributions de l'UNICEF : Tous les habitants de l'Éthiopie ont la capacité de réaliser leur plein potentiel et de jouir de leurs droits dans l'égalité et la dignité d'ici 2025. Tous les habitants de l'Éthiopie vivent dans une société unie, juste, inclusive et démocratique d'ici 2025. Tous les habitants de l'Éthiopie bénéficieront d'une économie verte résistante, durable et inclusive d'ici 2025. Tous les habitants de l'Éthiopie vivent dans une société résistante au climat et écologiquement durable d'ici 2025.							
Groupes d'objectifs associés au Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021 : 1 à 5							
Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
1. D'ici 2025, les nouveau-nés, les enfants, les adolescentes et les femmes bénéficient d'un système de santé équitable, de qualité et résilient tout au long du parcours de soins, y compris dans les situations humanitaires.	Nouveau-nés recevant des soins postnatals dans les deux jours suivant leur naissance NR : 30 % NC : 60 %	Enquête démographique et sanitaire (EDS) de l'Éthiopie	1.1 Renforcement des capacités des systèmes de santé nationaux et sous-nationaux afin d'offrir une couverture plus large d'interventions à fort impact, équitables et résilientes, y compris dans les situations d'urgence. 1.2 Amélioration des établissements de santé primaires et des établissements de recours afin qu'ils puissent fournir des services de santé maternelle et infantile	Gouvernement et membres des groupes de partenaires du développement et de l'action humanitaire Plan de transformation du secteur de la santé Stratégie nationale pour la survie des nouveau-nés et des enfants en Éthiopie	31 203	70 062	101 265
	Enfants de moins d'un an recevant un vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (pentavalent-3) NR : 61 % NC : 75 %	EDS					
	Pourcentage d'établissements de santé fournissant des	Système d'information sanitaire de district (SISD)					

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
	soins obstétricaux et néonataux d'urgence NR : 36 % NC : 46 %		équitable, à fort impact et de haute qualité tout au long du parcours de soins, y compris dans les situations d'urgence.				
	Un plan gouvernemental global de communication sur la santé des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents est élaboré, financé et mis en œuvre NR : Non NC : Oui	Ministère de la santé Plan de communication, budget connexe, et rapports d'examen	1.3 Renforcement des plateformes de communication et des plateformes communautaires en vue d'accroître et de maintenir la demande de services de santé maternelle et infantile de qualité et l'adoption de pratiques sanitaires positives, en particulier pour les populations vulnérables.				
2. La malnutrition chronique (retard de croissance) et l'émaciation chez les enfants sont réduites, y compris dans les situations humanitaires, d'ici 2025.	Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère qui : a) sont admis pour un traitement et guérissent ; b) sont admis en traitement mais perdus de vue NR a) : 88 % NC a) : 95 % NR b) : 1,8 % NC b) : 1 %	SISD Rapports du Programme d'alimentation thérapeutique	2.1 La prévention de l'émaciation et le traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë sont renforcés afin de fournir des services équitables, de qualité et accessibles, y compris dans les situations d'urgence. 2.2 Les personnes qui s'occupent de garçons et de filles âgés de 0 à 2 ans, d'adolescents et de femmes enceintes ou allaitantes demandent et ont davantage accès	Ministère de la santé Organe national de coordination en matière de nutrition Groupes de partenaires de développement et d'action humanitaire Politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition Déclaration de Seqota	16 403	87 062	103 465
	Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois consommant un nombre minimal de	EDS					

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
	groupes d'aliments NR : 14 % NC : 25 %		à des services de nutrition et à des régimes alimentaires de meilleure qualité permettant de prévenir la malnutrition chronique. 2.3 Les garçons et les filles âgés de 6 à 59 mois, les adolescents et les femmes enceintes et allaitantes ont accès à des programmes de micronutriments afin de prévenir les carences.				
	Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 59 mois qui ont reçu des suppléments de vitamine A : a) au premier semestre ; b) au deuxième semestre ; NR : 61,9 % NC : 80 %	EDS SISD					
	Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance NR : 37 % NC : 29 %	EDS					
3. D'ici 2025, les enfants et leurs familles dans les zones rurales et urbaines ont un accès équitable à des services d'eau et d'assainissement sûrs, abordables et durables et appliquent des pratiques d'hygiène appropriées au niveau des ménages, des communautés et des institutions, y compris dans les situations humanitaires.	Pourcentage de la population utilisant un service d'approvisionnement en eau potable géré en toute sécurité dans leur communauté NR : 11 % NC : 17 %	EDS Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	3.1 Les mécanismes et systèmes gouvernementaux éthiopiens sont renforcés dans l'objectif de légiférer, planifier, coordonner et budgétiser des services d'Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH) tenant compte des questions de genre, équitables, inclusifs, résilients et gérés en toute sécurité dans les contextes du	Gouvernement Groupe de partenaires ONE WASH ; secteur de l'action humanitaire Hygiène et santé menstruelles, et directives WASH pour le bébé et la mère Manuels WASH pour les écoles et les établissements de santé	25 326	86 224	111 550
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base NR : 7 % NC : 13 %	EDS Programme commun OMS/UNICEF Microplan et inventaire de la situation concernant l'assainissement					

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation à l'air libre NR : 22 % NC : 7 %	EDS Programme commun OMS/UNICEF Microplan et inventaire de la situation concernant l'assainissement	développement et de l'action humanitaire. 3.2 Les communautés sont plus à même de mettre fin à la défécation en plein air, d'adopter des pratiques d'hygiène appropriées et d'utiliser des services d'assainissement de base inclusifs et adaptés aux besoins des femmes. 3.3 Les enfants et les familles ont un accès équitable à des services d'assainissement et d'hygiène de base inclusifs, dans les zones urbaines et rurales, y compris dans les situations humanitaires.				
	Nombre d'écoles et d'établissements de santé publics disposant de services WASH de base, au cours de l'année uniquement, avec un soutien direct de l'UNICEF. NR : 0 NC : 1 000	Programme ONE WASH Groupe de l'action humanitaire					
4. D'ici 2025, les filles et les garçons d'Éthiopie, en particulier les plus défavorisés et ceux qui sont touchés par les situations humanitaires, bénéficient d'un système éducatif équitable et résilient leur permettant d'acquérir des connaissances et compétences utiles.	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement préscolaire (toutes modalités) NR (F) : 39,7 % NR (G) : 41,9 % NC (F) : 60 % NC (G) : 60 %	Système d'information pour la gestion des urgences (EMIS)	4.1 Le système éducatif est renforcé afin de développer les compétences fondamentales des filles et des garçons avant le primaire et en début de primaire, en mettant l'accent sur les plus défavorisés et ceux touchés par les situations humanitaires 4.2 Les filles et les garçons non scolarisés,	Gouvernement Groupes de partenaires de développement et d'action humanitaire	22 730	67 418	90 148
	Pourcentage d'élèves de 4 ^e et 8 ^e année qui atteignent 50 % et plus (score global) dans l'évaluation nationale des acquis scolaires	Rapport national d'évaluation de l'apprentissage					

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
	NR (F, 4 ^e année) : 43,24 % NR (G, 4 ^e année) : 46,27 % NR (F, 8 ^e année) : 40,22 % NR (G, 8 ^e année) : 42,03 % NC (F, 4 ^e année) : 55 % NC (G, 4 ^e année) : 55 % NC (F, 8 ^e année) : 53 % NC (G, 8 ^e année) : 53 %		en particulier les plus défavorisés et ceux qui sont touchés par des situations humanitaires, ont accès à des programmes d'éducation ou de développement des compétences. 4.3 Amélioration de la capacité des écoles à dispenser efficacement le programme d'enseignement primaire et secondaire inférieur, en particulier dans les zones défavorisées.				
	Taux d'achèvement de l'enseignement primaire, par genre NR (F) : 60 % NR (G) : 64 % NC (F) : 75 % NC (G) : 75 %	EMIS					
	Enfants en âge d'aller à l'école primaire et taux de déscolarisation (années 1 à 8), par genre NR (F) : 26 % NR (G) : 22 % NC (F) : 10 % NC (G) : 10 %	EMIS					
	Nombre d'enfants ayant participé à des programmes de développement des compétences pour l'apprentissage, l'autonomisation	Rapports de suivi					

Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
	personnelle, la citoyenneté active ou l'employabilité dans le cadre de programmes soutenus par l'UNICEF NR : 124 000 NC : 180 000 (75 % de filles)						
5. D'ici 2025, les enfants d'Éthiopie, tant dans le contexte du développement que dans celui de l'action humanitaire, ont une identité juridique et sont en sécurité et protégés contre la violence, l'exploitation, les abus et les pratiques néfastes.	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans mariées avant l'âge de 18 ans NR : 40 % NC : 27,6 %	EDS	5.1 Les principaux acteurs de la protection de l'enfance ont mis en place un système de protection de l'enfance résilient, adapté aux contextes du développement et de l'aide humanitaire, avec des services de protection, de promotion et d'intervention qui protègent les enfants contre la violence, l'exploitation, les abus et les pratiques néfastes.	Gouvernement Fonds des Nations Unies pour la population Politique nationale pour l'enfance Feuille de route nationale chiffrée pour mettre fin au mariage des enfants, aux mutilations génitales féminines et à l'excision (2020-2024) Politique nationale pour l'enfance Proclamation relative à l'enregistrement des faits d'état civil	31 240	46 612	77 852
	Pourcentage de filles ayant subi des mutilations génitales, âgées de : a) 15 à 49 ans ; b) 15 à 19 ans NR a) : 65 % NC b) : 47 % NR a) : 47,1 % NC b) : 34 %	EDS	5.2 Les capacités des enfants, des familles et des principaux acteurs de la protection de l'enfance sont renforcées en ce qui concerne la prévention et la protection des enfants vis-à-vis du mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et la				
	Pourcentage d'enfants en Éthiopie de moins de cinq ans dont la naissance a été enregistrée auprès de l'état civil NR : 3 % NC : 14,4 %	EDS					

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
	Nombre de filles et de garçons victimes de violences qui ont bénéficié de services de santé, d'assistance sociale, de justice ou de police NR : 8 920 NC : 50 191	Protection de l'enfance Système de gestion de l'information	violence, dans tous les contextes du développement et de l'aide humanitaire. 5.3 L'organisme et les ministères partenaires ont renforcé les capacités d'enregistrement des naissances et augmenté la demande dans le cadre d'un système d'enregistrement de l'état civil et de statistiques de l'état civil, dans les contextes du développement et de l'aide humanitaire.				
6. D'ici 2025, les filles et les garçons bénéficient d'un environnement politique et budgétaire amélioré et de services qui améliorent leur bien-être et leur permettent de faire valoir leurs droits, y compris dans les situations humanitaires.	Proportion d'enfants âgés de 0 à 18 ans vivant dans la pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays NR : 88 % NC : 86 %	EDS, Enquête sur la consommation et les dépenses des ménages, Enquête sur le bien-être et le suivi	6.1 Les capacités du Gouvernement sont renforcées pour ce qui est de collecter, d'analyser et d'utiliser des données ventilées par âge et des données probantes pour formuler des politiques, des budgets et des stratégies de développement axées sur l'équité et les enfants	Gouvernement, équipe de pays des Nations unies Partenaires du programme de protection sociale	18 862	33 289	52 151
	Nombre d'enfants couverts par des systèmes de protection sociale NR : 6 millions NC : 15,1 millions	Systèmes de suivi et de remontée de l'information dans le domaine de la protection sociale	6.2 Les capacités des gouvernements national et régionaux sont renforcées pour ce qui est de développer, de coordonner, de financer et de mettre en œuvre				
	Part des dépenses publiques consacrée à la santé, à la nutrition, à l'enseignement pré-primaire, primaire et secondaire, à l'eau et à l'assainissement et à la	Analyse des dépenses annuelles					

Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
	protection sociale, aux niveaux fédéral et régional	Examen des traités et des conventions et rapports connexes	<p>un système de protection sociale adapté, intégré, tenant compte des questions de genre et des besoins des enfants</p> <p>6.3 Les capacités du Gouvernement sont renforcées s'agissant de la budgétisation de certains secteurs aux niveaux fédéral et régional afin d'améliorer l'efficacité des dépenses en faveur des enfants</p> <p>6.4 Les capacités des entités nationales sont renforcées pour ce qui est de suivre, de rendre compte, de défendre et de s'aligner sur les engagements internationaux en matière de droits de l'enfant et d'égalité des genres.</p>				
	<p>Nombre de recommandations juridiques spécifiques aux enfants formulées par le Comité des droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, l'Examen périodique universel et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, mises en œuvre pendant la période couverte par le rapport</p> <p>NR : 0</p> <p>NC : 6</p>						
7. Le programme de pays est géré efficacement, y compris dans les situations humanitaires.	Pourcentage d'objectifs du programme ayant été atteints NR : 0 % NC : 80 %	Module d'évaluation des résultats	<p>Sur une base annuelle :</p> <p>7.1 Le personnel et les partenaires reçoivent des conseils et des ressources pour gérer efficacement les ressources et les programmes et mener à bien les activités de communication et de</p>	Gouvernement Bureau de la coordination des affaires humanitaires	37 051	25 451	62 502
	Pourcentage : a) des fonds entièrement dépensés à la fin de la période de subvention ; b) des rapports soumis dans les délais NR a) : 0 %	InSight					

Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : ressources ordinaires (RO), autres ressources (AR) (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
	NR b) : 0 % NC a) : 90 % NR b) : 100 %		plaidoyer liées aux droits de l'enfant. 7.2 Les bureaux extérieurs sont efficacement coordonnés.				
	Pourcentage de rapports soumis dans les délais NR : 0 % NC : 100 %	InSight					
	Nombre de bureaux extérieurs qui satisfont à 80 % des indicateurs liés à la gestion par zone. NR : 5 NC : 8	Procès-verbaux des réunions des bureaux extérieurs					
	Score de la plateforme de préparation aux situations d'urgence : NR : 100 % NC : 100 %	Plateforme de préparation aux situations d'urgence en ligne					
Montant total des ressources					182 815	416 118	598 933